



Paris le 29 septembre 2025

POURQUOI NOUS NE SIÉGEONS PAS AU CSAR DU 29 SEPTEMBRE !

Ce lundi 29 septembre est convoqué un CSA de réseau.

Malgré le climat d'instabilité, les politiques d'austérité massivement rejetées par la population et par les fonctionnaires se poursuivent même si les orientations budgétaires présentées par le dernier gouvernement le 15 juillet ont précipité sa chute.

Pour rappel, elles cumulaient régressions sociales et attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades. Concrètement, cela signifiait deux jours fériés supprimés, des milliers d'emplois publics sacrifiés, le gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, le doublement des franchises médicales et la remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés...

Le nouveau premier ministre Sébastien Lecornu a refusé de répondre aux exigences de l'intersyndicale et notamment l'abandon des orientations budgétaires, régressives davantage de justice fiscale, des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire, l'abandon de la réforme des retraites.

Dans l'attente de la désignation d'un nouveau gouvernement qui aura forcément des conséquences sur Bercy et la DGFIP, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP ont choisi de ne pas siéger à ce CSAR.

Des centaines de milliers de personnes dont des personnels de la DGFIP ont exprimé leur colère et manifesté leur mécontentement et leur désaccord avec cette politique et ces choix budgétaires, pour plus de justice sociale, fiscale et environnementale les 10 et 18 septembre.

Face au mécontentement de la rue, le gouvernement a déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et a suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

Il est urgent que La DGFIP entende enfin ses personnels, ils ne peuvent constamment payer le prix de leur exemplarité.

- Nous exigeons la reconnaissance de l'importance de toutes les missions de la DGFIP.
- Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois.
- Nous nous opposons à toute baisse des budgets qui impacte la vie professionnelle des personnels.
- Nous refusons que les crédits de personnels redeviennent la variable d'ajustement pour résorber les déficits publics alors que les dizaines de milliers d'emplois supprimés depuis sa création privent la DGFIP des moyens nécessaires à l'exercice quotidien de ses missions et dégradent continûment les conditions de travail de ses personnels.

Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP demandent à la Directrice Générale de répondre aux inquiétudes des personnels de la DGFIP.